Comoresdroits, 19 juillet 2012

Des sénateurs préconisent la fin du visa de la mort à Mayotte

Publié le 19/07/2012 à 21:05 par comoresdroit

Une délégation de la commission des lois du Sénat français, composée de MM. Jean-Pierre Sueur, président (Socialistes - Loiret), Christian Cointat (UMP - Français de l'Étranger) et Félix Desplan (Apparenté socialiste - Guadeloupe) s'est rendue à Mayotte entre le 11 et le 15 mars 2012, afin de dresser un bilan de la situation générale de l'île et établir un premier état des lieux de la départementalisation.

Cette mission vient de rendre ses conclusions. Elle a permis ainsi de constater l'échec de la politique de la reconduite à la frontière destinée, depuis dix ans, à lutter contre l'immigration clandestine dans cette île de l'archipel des Comores, sous administration française. Le nombre d'expulsions de personnes en situation irrégulière, qui était de 8 536 en 2004, 16 040 en 2008, a atteint le chiffre record de près de 26 405 personnes en 2010 dont 6400 mineurs. Cette politique coûte cher à l'état français, près de 70 millions d'euros par an selon les estimations officielles, l'équivalent du budget annuel de l'État comorien.

La mission du Sénat a constaté que cette politique répressive de lutte contre l'immigration à Mayotte se traduit par de nombreuses tragédies dans le bras de mer qui sépare Mayotte d'Anjouan. Elle a considéré qu'une politique alternative était nécessaire. Cette mission préconise ainsi la révision pure et simple du "visa Balladur", instauré en 1995 pour limiter la circulation des personnes entre Mayotte et l'archipel des Comores. Car ce « visa Balladur » tue et continue de tuer.

Dans la nuit du 12 juillet, une embarcation de type "kwassa-kwassa" transportant 24 personnes venant de l'île voisine d'Anjouan a encore chaviré au large de Mayotte. Le bilan est lourd : Sept personnes ont péri, dont quatre enfants, et six sont portées disparues. Depuis l'arrivée au pouvoir en France du président François Hollande, près de 12 personnes dont 7 enfants sont mortes et 21 autres personnes sont portées disparues au large de Mayotte dans seulement deux accidents de "kwassa-kwassa".

La gauche française pourra-t-elle arrêter cette hécatombe en suivant les recommandations des sénateurs, ou se pliera-t-elle aux injonctions des élus mahorais qui se moquent des morts de leurs voisins et néanmoins cousins ?

La balle est dans le camp de François Hollande qui lorsqu'il était candidat avait évoqué à Mayotte le 31 mars 2012, « plus de moyens financiers et humains » pour lutter contre "l'immigration illégale" à Mayotte.